

Budget 2011: le gouvernement décide de sacrifier l'éducation

En 2010, les 16 000 suppressions d'emplois dans l'éducation auront été payées par l'anéantissement de la formation des enseignants. En 2011, le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux se traduira par 16 000 nouvelles suppressions.

Le gouvernement cherche, par tous les moyens, à réduire les moyens du service public d'éducation. Les contradictions ne l'arrêtent pas. D'un côté, il déplore l'échec scolaire ou la violence ; de l'autre, il les aggrave. Les scénarios du ministère que publient des organes de presse sont inquiétants et inacceptables.

Dans le premier degré, la suppression des Rased est étudiée de façon pressante par le ministère. La réduction de la scolarisation à deux ans aussi. L'augmentation du nombre d'élèves par classe est annoncée.

Dans le second degré, la première conséquence des suppressions sera l'augmentation des effectifs dans les classes des collèges et la fermeture prévisible des petits établissements. Des pistes sont à l'étude: réduction des Itinéraires de découverte (IDD) au collège, "rationalisation" de l'offre éducative en lycée et de l'offre de formation en lycée professionnel.

Les projets du ministère conduiront à amputer le service public d'éducation de toute ambition, de toute perspective. Le Premier ministre a annoncé que les suppressions, à une hauteur inégalée, se poursuivront au même rythme jusqu'en 2013. Le service public d'éducation devrait être une solution pour l'avenir, pour sortir de la crise : le gouvernement en a décidé autrement. Il prépare au contraire la régression.

Communiqué de l'UNSA Education du 31 mai 2010.